



## Égypte/Monde arabe

4-5 | 2001

L'Égypte dans le siècle, 1901-2000

---

# Regard rétrospectif sur la Révolution égyptienne, ou le 23 juillet 1952

Tewfik Aclimandos

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/850>

DOI : [10.4000/ema.850](https://doi.org/10.4000/ema.850)

ISSN : 2090-7273

### Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

### Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2001

Pagination : 15-39

ISBN : 2-87027-963-9

ISSN : 1110-5097

### Référence électronique

Tewfik Aclimandos, « Regard rétrospectif sur la Révolution égyptienne, ou le 23 juillet 1952 », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 4-5 | 2001, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/850> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.850>

---

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

---

# Regard rétrospectif sur la Révolution égyptienne, ou le 23 juillet 1952

Tewfik Aclimandos

---

- 1 Ce texte est un essai. Mais il a aussi valeur de test. Je vais commencer par tenter de comparer la situation égyptienne au schéma général de l'évolution européenne des cent trente ans qui vont de 1789 à 1914, ou plutôt à celui des révolutions européennes. À des fins heuristiques. Il ne s'agit pas de se prononcer pour ou contre le « paradigme » de l'exception égyptienne ou de méconnaître les spécificités de telle ou telle société<sup>1</sup>, mais de voir si une comparaison ne rend pas possible une meilleure intelligence de l'histoire. Et il ne s'agit surtout pas de présupposer un déterminisme quelconque. Je veux montrer que l'Égypte de 1930 à 1952 affronte une situation assez similaire (mais pas identique, loin de là) à celle à laquelle furent confrontées, de 1789 à 1914, les divers « anciens régimes »<sup>2</sup> européens. Avec un facteur supplémentaire compliquant la donne : la possibilité d'une option national-socialiste ou fasciste, si l'on préfère. Cette description permettra de souligner ou de minimiser l'originalité de l'échec de Fârûq et de la « solution » nassérienne, et de remettre en perspective cette dernière<sup>3</sup>.

Le schéma général des révolutions européennes du XIX<sup>e</sup> siècle et la situation en Égypte de 1930 à 1952

- 2 J'adopte<sup>4</sup> une définition peu restrictive de l'« ancien régime », celle d'Arno Mayer (1983). Il ne s'agit pas forcément d'une société à ordres (avec une aristocratie et une noblesse)<sup>5</sup>, mais d'une société à caractère globalement pré-industriel et pré-bourgeois, à dominante agraire donc et où les fortunes proviennent surtout de la grande propriété terrienne, et dans laquelle l'industrie manufacturée, si elle existe, est plus importante que l'industrie lourde, si elle existe. Le mérite de Mayer est d'avoir clairement vu que, dans l'Europe de 1914, les éléments « pré-modernes » n'étaient pas les vestiges décadents et fragiles d'un passé presque entièrement disparu, mais l'essence même des sociétés civiles et politiques en place, et que la domination politique des propriétaires terriens était (avec des différences importantes d'un pays à l'autre) le principal trait de

la « superstructure ». La bourgeoisie capitaliste se contentait d'une seconde place et de la coopération avec les pouvoirs. Les anciens régimes sont tous, à un moment ou un autre, confrontés au problème politique de la montée en puissance des classes urbaines, moyennes ou prolétaires, conséquence inéluctable du développement économique (essentiellement, mais pas seulement, industriel). De leur capacité à trouver des solutions à ce problème dépend leur avenir. En simplifiant beaucoup, la monarchie française (en 1789) et l'autocratie russe (au début du vingtième siècle) se sont avérées incapables de trouver un remède, contrairement à l'Allemagne de Bismarck.

- 3 Comme Martin Malia l'a vu, la politique des élites allemandes de 1848 à 1870 constitue le paradigme permettant de jauger et de juger les choix des anciens régimes. En effet, elle représente le « type-idéal » d'une politique conservatrice couronnée de succès. Les choix politiques allemands comportent une dimension passive (résister à la tempête) et une autre plus positive (élaborer un contre-projet). En ce qui concerne le premier volet, il faut d'abord tenter, autant que faire se peut, de prévenir un soulèvement multi-classes<sup>6</sup>. Si ce soulèvement se produit, il convient d'accepter sans discuter toutes les revendications modérées, en attendant, pour tenter une éventuelle contre-attaque, que se scinde le front multi-classes et que la divergence d'intérêts reprenne ses droits. Refuser les demandes « raisonnables », se montrer rétif, c'est affaiblir les modérés du camp opposé, une des erreurs fatales de Louis XVI. Enfin, il ne faut jamais perdre le contrôle de l'armée et savoir utiliser cette ultime carte : ni trop tôt ni trop tard, et jamais inutilement<sup>7</sup> (ici aussi, le contre-exemple de Louis XVI est frappant). Toutefois, les chances d'un succès durable ne sont réelles que si les conservateurs ont un (contre-) projet positif. Dans le cas de Bismarck, ce contre-projet a deux aspects : d'une part, la réalisation, *par les élites traditionnelles*, des aspirations nationales. D'autre part, la mise en place de réformes démocratiques ou pseudo-démocratiques, venues d'en haut, et ne bouleversant pas la structure sociale ou les grands équilibres constitutionnels favorables à la monarchie et aux élites terriennes. Il est bon de rappeler que le suffrage universel permet de s'appuyer sur la paysannerie, classe partout conservatrice (sauf en Russie).
- 4 Transposons en Égypte, en rappelant qu'il s'agit d'une esquisse à grands traits, se proposant d'insister sur quelques points saillants, plutôt qu'une tentative de restitution et de maîtrise de la complexité<sup>8</sup>. D'abord, un point secondaire : paradoxalement, la centralisation extrême (surtout si elle est comparée avec la situation allemande) complique la tâche de l'ancien régime et facilite celle de ses opposants. Il suffit de prendre le contrôle du centre nerveux qu'est le Caire pour gagner la partie. Plus importante est la comparaison entre les structures de classes de l'Égypte et des pays européens mentionnés. Certes, dans ses grandes lignes, l'Égypte connaît une évolution à l'européenne, c'est-à-dire que sur une structure traditionnelle d'ancien régime<sup>9</sup>, viennent se greffer de nouvelles classes moyennes urbaines et un prolétariat en expansion<sup>10</sup>. Mais il convient de signaler quelques différences compliquant la tâche de la monarchie égyptienne. Considérons d'abord la situation de l'élite terrienne en Allemagne (ou en Europe, avec des nuances) et en Égypte. En Allemagne<sup>11</sup>, il existe une noblesse. Si elle n'est pas socialement homogène, elle est néanmoins unie par une tradition, des valeurs et une idéologie communes. Il convient de distinguer haute noblesse (les pairs hors pair), noblesse intermédiaire et petite noblesse. En Égypte, il n'y a pas de noblesse héréditaire, mais une famille royale et de grands, moyens et petits propriétaires terriens. Il me semble possible de soutenir que même le front roi-grands

propriétaires terriens est beaucoup plus lézardé qu'ailleurs<sup>12</sup>. Mais, outre que je surestime peut-être l'homogénéité monarchie-grande noblesse en Allemagne ou en Europe, ce point est moins important que le suivant. En Égypte, entre la première strate (monarchie et grande propriété) et la seconde strate (moyens et petits propriétaires), il n'y a pas d'ethos commun et il n'y a en général pas d'intérêts partagés<sup>13</sup>. Conséquence pratique, en Allemagne, le régime peut compter sur la petite noblesse pour « tenir » l'armée. L'armée égyptienne recrute beaucoup chez les fils de petits et moyens propriétaires terriens, mais le soutien de ces officiers n'est pas acquis : il est conditionnel, et la monarchie le perdra. Cette « discontinuité » entre les première et seconde strates fragilise l'ancien régime, qui pâtit également de ses origines « allogènes » et de son caractère relativement récent (si on le compare aux anciens régimes européens).

- 5 Les rois Fu'âd et Fârûq semblent avoir été conscients du problème. Fârûq ou ses conseillers, notamment 'Ali Mâhir<sup>14</sup> et Ahmad Hasanayn, avaient un « grand dessein » conservateur, que le roi ne perdit jamais de vue, même quand il commit de nombreuses erreurs (celle d'étaler en public sa vie privée de plus en plus dissolue étant la plus connue et la moins nécessaire). Fârûq, qui, contrairement à son père, parle couramment l'arabe<sup>15</sup> et l'égyptien dialectal, cherche à construire une légitimité islamique moderne pour son trône, joue la carte nationaliste en faisant, les premières années de son règne, de la surenchère patriotique, exploite les insuffisances du traité de 1936 signé par le Wafd, donne à la politique étrangère égyptienne une nette inflexion, permettant de prendre en considération les dimensions arabe<sup>16</sup> et islamique du pays, et tente – avec un grand succès au début – de constituer des clientèles parmi (entre autres) les membres jeunes des « nouvelles classes moyennes ». Il est souvent en alliance tactique avec les adversaires du Wafd, les nouvelles forces politiques hostiles au pacte politique<sup>17</sup>, à savoir Misr al-Fatât et les Frères musulmans, même s'il ne commet jamais l'erreur des conservateurs italiens et allemands, qui s'imaginèrent que l'on pouvait confier le pouvoir à un parti populiste<sup>18</sup> et le reprendre quand celui-ci aurait accompli la tâche impartie. Face à la « redéfinition de la nation égyptienne »<sup>19</sup> et à la nouvelle insistance sur les dimensions arabe et islamique de son « identité », il est plus à l'aise que le rival de la monarchie, le Wafd<sup>20</sup> laïque et égyptianniste. Quand Vatikiotis parle de la Weltanschauung de « Nâsir [Nasser] et de sa génération » (1978), il omet de mentionner le fait que Fârûq fait partie de cette génération et est même plus jeune que Nâsir. Les deux hommes ont eu un même « professeur », 'Azîz al-Masrî<sup>21</sup>. S'il est pertinent, comme je le pense, de distinguer trois courants politiques sur la scène égyptienne de l'époque, c'est-à-dire le nationalisme laïque (le Wafd, les libéraux-constitutionnels et les marxistes), le nationalisme musulman (le Parti national et Misr al-Fatât) et l'islamisme fondamentaliste (les Frères musulmans), alors il est bon de signaler que Nâsir n'est pas le premier représentant de la deuxième mouvance à prendre le pouvoir : Fârûq l'a précédé<sup>22</sup>.
- 6 Quoi qu'il en soit, Fârûq n'était pas Bismarck, c'est-à-dire un homme d'État désarçonnant les adversaires de son régime en réalisant les aspirations nationales. Il ne pouvait pas l'être ; plusieurs éléments objectifs, échappant à son contrôle, s'y opposaient : d'abord, sa position – homme d'État « aux commandes », ne pouvant concurrencer les tribuns populistes qui n'avaient pas à mettre en accord discours et actes – limitait beaucoup sa marge de manœuvre, d'autant plus qu'il régna de plus en plus directement – c'est-à-dire en réduisant toujours davantage l'autonomie à ses Premiers ministres qui, par conséquent, ne jouaient plus le rôle de bouclier. Dans le

domaine de la surenchère nationaliste, il était battu d'avance, et il est remarquable qu'il ait pu faire illusion aussi longtemps (jusqu'en 1946 environ), pris comme il l'était entre l'enclume du raidissement britannique et le marteau de l'exaspération nationaliste. N'oublions pas, ensuite, qu'outre les problèmes posés par le puissant mouvement libéral, certes en perte de vitesse, qu'était le Wafd, Fârûq était confronté, sur sa droite, à un défi que Bismarck ou le tsar n'eurent pas à affronter : la présence d'un fort mouvement de masse populiste, démagogique et n'hésitant pas à pratiquer – voire à prôner – l'action violente pour changer le régime en place. Certes, la présence de ce mouvement fut souvent une ressource utilisable contre le Wafd, mais, à terme, il représentait un défi autrement formidable. D'autre part, la survie de la monarchie dépendait, *in fine*, des Britanniques, qu'il détestait, et il n'avait pas contre eux la possibilité qui s'offrit à Nâsir, quelques années plus tard, de faire appel aux États-Unis ou à l'Union soviétique. Mentionnons, pour la défense de Fârûq, que lui et son Premier ministre, Sidqî pacha, obtinrent en 1946 le meilleur projet d'accord jamais arraché aux Britanniques (ses clauses étaient plus favorables que celles qu'obtendra Nâsir en 1954) et que l'opposition combinée du Wafd et des Frères torpilla l'accord. Enfin, Fârûq ne disposait pas d'un instrument militaire lui permettant de réaliser les aspirations populaires : l'aventure palestinienne, réclamée par toute l'opinion, s'acheva en débâcle et lui coûta son trône.

- 7 Même s'il est facile de recenser ses nombreuses erreurs, je pense pouvoir écrire – avec le bénéfice du recul – que Fârûq n'avait pas les moyens et les ressources d'une politique s'inspirant de celle de Bismarck et que ses bévues, sur ce plan, sont toutes relatives. Eût-il pu, en revanche, devenir ou chercher un Stolypine, c'est-à-dire mener ou faire mener des réformes agraires favorisant la création d'une couche nombreuse, influente et conservatrice de petits propriétaires terriens acquis à la monarchie ? Nous ne le saurons jamais, puisqu'il ne tenta pas le coup. Ce qu'il est possible d'affirmer, c'est que plusieurs bons conseillers, de Sidqî pacha à Nâhid Rashâd, lui soulignèrent l'urgence d'une réforme agraire ou, au moins, la nécessité de gestes spectaculaires (comme un renoncement à la moitié de ses terres) et qu'il se refusa toujours à les suivre. Sa fin de non-recevoir est moins incompréhensible qu'on ne le dit : à ses yeux, on lui demandait de scier la branche sur laquelle il était assis, de sauter dans l'inconnu, de s'aliéner ses soutiens naturels, et rien ne garantissait que la couche de petits propriétaires qui naîtrait de ces mesures lui serait acquise : il était perçu comme un Turc par de nombreux « Égyptiens de souche », notamment dans les milieux ruraux ; il n'y avait pas de véritable péril communiste pouvant rallier autour du trône croyants et autres défenseurs de l'ordre ; et il y avait des options plus « attirantes » que lui, qu'il s'agisse du Wafd ou des Frères musulmans. Ceci dit, encore une fois avec le bénéfice du recul, je pense qu'il aurait dû s'engager dans cette voie, malgré les aléas.
- 8 Mais si, eu égard à la donne, un « grand dessein conservateur » était difficile à mettre en place, Fârûq aurait pu – aurait dû – se contenter de gérer les « équilibres », de manier les symboles, d'éviter les erreurs et d'organiser la répression, de doser celle-ci et les ouvertures. Et là, en ce qui concerne le versant « négatif » d'une politique conservatrice, ses erreurs sont inqualifiables. Adopter au vu et au su de la capitale un comportement contraire à toutes les normes religieuses, à toutes les règles de bienséance est, nous l'avons dit, la plus connue de ses erreurs, mais non l'unique<sup>23</sup>. En commanditant des assassinats (ceux d'Amîn ʿUthmân et de Hasan al-Bannâ, pour ne parler que des « réussites »<sup>24</sup>), il contribua à lancer le cycle de la violence qui marqua les années 1945-1952. Il ne veilla pas au développement de l'appareil répressif, à un

moment où c'était nécessaire : la présence de troupes étrangères pendant la Seconde Guerre avait entraîné la prolifération des armes et plusieurs mouvements hostiles au pacte politique en avaient acheté en grandes quantités. La police était moins bien armée que certaines forces politiques. Acharné à détruire le Wafd, il ne vit pas qu'il avait « domestiqué » le vieux parti nationaliste et que l'effondrement de ce dernier ouvrait la voie à des forces politiques autrement plus radicales<sup>25</sup>. La confrontation Fârûq-Nahhâs s'acheva sur un match nul : les deux adversaires avaient perdu ; aucun des deux (selon toutes probabilités) n'était plus une option crédible. Enfin, il réussit à s'aliéner l'armée et le corps des officiers. Conscient de l'existence d'un malaise, il diagnostiqua un « conflit de générations » entre officiers supérieurs incultes et jeunes et brillants officiers. Ce n'était pas faux, mais insuffisant : il ne vit pas que le corps des officiers, scindé en deux sur cette question, était unanime dans son raidissement nationaliste et dans son exaspération face à sa politique. Les Officiers libres remportèrent (décembre 1951-janvier 1952) les élections du Club des officiers, contre le candidat du roi, grâce à l'aide active de plusieurs officiers supérieurs. Fârûq estima qu'une politique de promotions des jeunes apaiserait les esprits. L'idée n'était bien sûr pas mauvaise, mais il eût été avisé d'éviter les provocations inutiles : choisir comme candidat aux élections précitées Husayn Sirrî Amîr, à l'exécrable réputation depuis au moins son arrivée au commandement des garde-frontières, en était une. Quand le mouvement des Officiers libres prit le contrôle de la capitale le 23 juillet 1952, le roi n'eût d'autre réaction que de chercher à obtenir une intervention britannique : terrible aveu d'illégitimité, mais Fârûq avait épuisé toutes ses cartes égyptiennes.

Les Officiers libres (1) : aux origines du mouvement

- 9 Les savoirs conventionnel et universitaire expliquent l'éclosion de mouvements activistes au sein de l'armée pendant les années quarante comme résultant des bouleversements entraînés par la réforme et la démocratisation de l'admission à l'Académie militaire en 1936. Ces réformes auraient permis l'accès des couches sociales relativement modestes et égyptiennes de souche (opposées aux « turco-circassiens »). Cette analyse semble confirmée par le fait que ni Nâsir ni Sâdât [Sadate] n'auraient, selon toutes probabilités, été admis à l'Académie avant 1936. Tout, dans ce diagnostic, doit être relativisé, voire infirmé. Dans le cadre de cet article, je livre mes conclusions sans retracer ma démonstration. Un, le distinguo « égyptiens de souche »-« turco-circassiens » présuppose que le nationalisme est le propre des premiers. C'est faux. ʿAzîz al-Masrî, Ahmad ʿAbd al-Azîz, pour ne mentionner que deux figures de proue des militaires nationalistes, ne sont pas égyptiens de souche. Deux, l'examen, même superficiel, des origines des uns et des autres permet d'établir qu'il est impossible de parler d'un « avant » turco-circassien et d'un « après » égyptien de souche. L'élément « égyptien » a toujours été très fortement représenté dans le corps des officiers. Trois, il est nécessaire de relativiser la portée de la très réelle démocratisation de l'admission au sein de l'Académie. D'une part, elle n'est pas absolue : si on a renoncé au cens (propriété de 50 feddans) pour les cadets qui ne sont pas fils d'officiers, les frais élevés de la scolarité et un examen des origines sociales du candidat demeurent des obstacles de taille (mais qui ne sont pas insurmontables avec l'aide d'un « piston », comme les exemples de Nâsir et de Sâdât le prouvent). D'autre part, si elle démocratise l'admission, autrefois restreinte, au sein de l'Académie, la réforme diminue la partie relative du phénomène, important avant 1936, des officiers issus de la troupe, qui, eux, proviennent de couches réellement modestes. Seules des données plus complètes que celles dont nous disposons permettraient de préciser le propos, mais il importe de voir

que, pour de nombreux officiers, les réformes de 1936 permettent d'« améliorer » les origines sociales du corps des officiers et non de les démocratiser. Les réformes de 1936 sont très importantes, mais d'une autre manière : la *professionnalisation* est accrue et le recrutement élargi. L'Académie militaire, qui ne formait annuellement que deux douzaines de cadets, en recrute vite une, puis des centaines. La carrière militaire devient un débouché pour les classes moyennes nationalistes.

- 10 Quoi qu'il en soit, le mouvement des Officiers libres n'est pas issu des couches les plus modestes de la population, ni même, dans sa majorité, de la petite bourgeoisie. La prolifération de mouvements clandestins au sein de l'armée doit être expliquée autrement que par l'arrivée de « classes réellement nationalistes ». D'une part, la société civile secrète des mouvements hostiles au pacte politique et n'excluant pas un changement de régime par la violence : les militaires désireux de s'engager sur cette voie ont des « relais » et des appuis, contrairement, par exemple, au Nagîb de la fin des années vingt. D'autre part, la montée des puissances fascistes, outre l'exemple qu'elle constitue, permet d'envisager un appui extérieur, d'affaiblir l'occupant, dont la position ne semble plus inexpugnable. Enfin, si l'on s'obstine à rechercher des explications plus prosaïques, on peut avancer l'argument de la frustration professionnelle : outre le fait d'avoir à obéir à un commandement moins bien formé que soi et dont le comportement prête souvent le flanc à la critique<sup>26</sup>, le jeune officier ne peut qu'être exaspéré par la rareté des postes et des armes (pour résumer en une phrase : l'Académie a recruté en faisant des projections futuristes supposant acquis l'intérêt de la Grande-Bretagne à voir l'armée égyptienne s'agrandir et être bien équipée. Or les intentions de Londres varièrent, pour de bonnes raisons – les sympathies pro-allemandes du Palais et de l'armée – et pour de moins bonnes – celles des bureaucraties coloniales mesquines, incapables de générosité, racistes, etc.<sup>27</sup>).
- 11 Il est impossible, dans le cadre de cet article, de retracer l'historique de ces mouvements clandestins, d'expliquer les divergences dans les versions des acteurs et les parts de vérités et d'erreurs contenues dans chacune d'elles. Contentons-nous d'énumérer les principaux mouvements et d'affirmer que la plupart de leurs membres acceptèrent, en 1949, de reprendre et d'unifier leurs efforts dans le cadre d'une organisation dirigée par un officier exceptionnel, Gamal Abd al-Nâsir.
- 12 De 1939 à 1944 :
- 13 1°) Le mouvement des aviateurs, fondé en 1940, recruta vite une trentaine de membres, dont une vingtaine d'officiers (ce qui est beaucoup, vu que l'armée comptait moins de quatre-vingt-dix aviateurs, qui n'étaient pas tous officiers). Il fut dirigé par ʿAbd al-Latîf al-Bughdâdî, Wagîh Abâza, Sa-ûdî Abû ʿAlî (mort en 1942), Hasan ʿIzzat et al-Sâdât (le seul non-aviateur du groupe). Les deux derniers sont arrêtés en 1942 pour espionnage au profit de l'Allemagne et il semble qu'ils aient agi à l'insu du groupe<sup>28</sup>.
- 14 Ce groupe « gèle » ses activités après El-Alamein (1943). Bughdâdî, futur membre du Conseil du Commandement de la Révolution (CCR), est le chef de file incontesté et peut prétendre être l'officier de cette génération ayant le plus d'« ancienneté activiste » (avec Wagîh Khalîl, mort en 1948) – il ne se privera jamais de le rappeler à Nâsir.
- 15 2°) Une nébuleuse d'officiers gravitant autour de ʿAzîz al-Masrî, et s'inspirant de ses conseils. Les « permanents » sont al-Sâdât, ʿAbd al-Munʿim ʿAbd al-Raʿûf, Wagîh Khalîl et, peut-être, Hilâl al-Mangûrî. Certains collaborèrent plus épisodiquement. Ce groupe aussi ne fait plus parler de lui après 1942. Au moins deux officiers font partie des deux

groupes – Sâdât et Hasan Ibrâhîm, eux aussi futurs membres du CCR. Pendant la guerre, plusieurs groupes apparaissent, organisent une action ponctuelle, ou mettent au point des plans pour contrecarrer tel ou tel scénario britannique, puis disparaissent une fois leur tâche accomplie ou son échec constaté.

16 De 1944 à 1949 :

17 1°) Les Frères musulmans créent des cellules dans l'armée. Ils recrutent surtout des nationalistes éprouvant pour eux de la sympathie et, bien sûr, quelques islamistes. La première cellule comprend sept membres : ‘Abd al-Mun‘im ‘Abd al-Ra‘ûf, Nâsir, Khâlid Muhyî al-Dîn, Kamâl al-Dîn Husayn, Husayn Hammûda, Salâh Khalîfa, Sa‘d Tawfiq. Le premier et les trois derniers peuvent être considérés comme des « islamistes » modérés, Nâsir et Khâlid Muhyî al-Dîn n'étaient certainement pas islamistes et Kamâl al-Dîn Husayn occupe une position intermédiaire.

18 Ces cellules comprendront entre cinquante et soixante-quinze membres en 1948, peut-être cent. Parmi les plus en vue qui rejoindront les Officiers libres, ‘Abd al-Hakîm ‘Âmir, Hasan Ibrâhîm, Tharwat ‘Ukâsha, Ibrâhîm Bughdâdî, Wahîd Ramadân, etc. Ils sont tous « nationalistes musulmans » et non « islamistes ». Contrairement à une légende tenace, ni Sâdât ni Hasan al-Tuhâmî ne firent partie des Frères.

19 Les frictions entre nationalistes et islamistes se multiplièrent, devinrent « conflit »<sup>29</sup> et, en 1949, Nâsir, chef de file des premiers, quitta les Frères, suivi par une écrasante majorité des membres des cellules. Il faut noter qu'il fut suivi par de nombreux islamistes, qui estimaient qu'il avait raison contre la direction des « Frères » et que certains de ceux qui ne quittèrent pas les Frères – Abû al-Makârim ‘Abd al-Hayy, par exemple – lui donnaient également raison, tout en estimant qu'il fallait rester dans le giron de la « maison-mère ». Les défections des années 1949-1950, qu'elles soient liées ou non au départ de Nâsir (dans la majorité des cas, c'est le premier terme de l'alternative qui est correct), portent un coup décisif à la présence « Frère » au sein de l'armée. Malgré l'arrivée de nouvelles recrues, les officiers « frères » ne sont, au moment où éclate la révolution, guère plus qu'une vingtaine (au maximum).

20 2°) Une nébuleuse d'officiers nationalistes (cinquante à soixante-quinze membres, selon les estimations) se constitua sous le nom de « mouvement des officiers ». Elle offre deux caractéristiques intéressantes : d'une part, sa direction – si on peut parler de direction – est plus jeune (cinq à huit ans de moins) que celle des cellules « Frères ». D'autre part, son (absence d') « idéologie » sera celle des Officiers libres : il importe d'adhérer à un programme nationaliste minimum, les convictions partisans et idéologiques de chacun ne regardant que lui. Les membres les plus connus de ce groupe sont Muhsin ‘Abd al-Khâliq, Gamâl Mansûr, ‘Abbâs Radwân, Abu al-Fadl al-Gîzâwî. Certains d'entre eux « flirtèrent » ou entrèrent en contact, brièvement, épisodiquement ou régulièrement, avec les Frères. Quelques-uns furent brièvement arrêtés en 1947. En simplifiant, le mouvement des Officiers libres naît de la fusion de ce groupe et des dissidents des Frères, et ils seront rejoints plus tard par les aviateurs de Bughdâdî et par de nouveaux membres.

21 Cette fusion se déroula d'une manière ambiguë, ce qui constitue une source majeure de divergences entre les récits des acteurs et une des nombreuses origines des conflits futurs (1952-1954) : pour certains membres du « mouvement des officiers »<sup>30</sup> qui rejoignirent les Officiers libres, la nouveauté et l'originalité de cette dernière formation ne sont pas évidentes. À leurs yeux, il n'y a pas de nouvelle organisation, mais un

nouveau commandement, Nâsir, transfuge des Frères. Ces officiers affirment donc avoir été *rejoints* par les dissidents « Frères », qui, plus anciens et ayant à leur tête un meneur d'hommes exceptionnel, cultivé, modeste, patriote, sans ambitions personnelles, prirent le commandement. Ces vues s'expliquent par les considérations suivantes : le « principe » idéologique et les prétentions supra-partisanes des Officiers libres sont les mêmes que ceux de leur formation d'origine et les membres du mouvement des officiers constituent, au moins au début, l'ossature des « Officiers libres » (c'est faux en ce qui concerne l'infanterie, mais plus justifié, sans être totalement exact, pour l'artillerie et la cavalerie). C'est d'ailleurs un des leurs – Gamâl Mansûr – qui proposa que l'organisation change de nom et qui trouva celui d'« Officiers libres ». Cette version est légitime sans être exacte : elle sous-estime, entre autres, l'importance numérique des dissidents « Frères », le fait que Nâsir réorganisa complètement les cellules, de sorte qu'on ne peut parler d'organisation – et non de nébuleuse – qu'à partir de son arrivée, que le caractère supra-partisan, proclamé avant Nâsir, ne devint réalité qu'avec lui, qu'un grand nombre de recrues ne connurent jamais le mouvement des officiers : celui-ci comprenait au maximum 75 membres, qui ne rejoignirent pas tous les Officiers libres, et ceux-ci seront probablement plus de 300. Elle sous-estime aussi l'importance décisive du remarquable savoir-faire de Nâsir et de ses compagnons<sup>31</sup>, qui réussirent, face à leurs interlocuteurs, notamment les forces politiques hostiles au régime et le haut-commandement de l'armée, à devenir le « porte-parole » des activistes militaires, capable d'engager ceux-ci ; qui parvinrent à obtenir le maximum d'informations sur tous, sans jamais en donner, à instrumentaliser les interlocuteurs, sans jamais l'être ! Les « jeunes » se sont très bien joués des vieux briscards.

- 22 Pour compléter le tableau, il faut également mentionner deux formations dont la réputation a été inversement proportionnelle à l'importance numérique (et réelle) :
- 23 3°) Les communistes : les mouvements communistes tentèrent de recruter au sein du corps des officiers, avec un succès assez limité. Ils ne dépassèrent probablement jamais la vingtaine de recrues et certainement pas la trentaine<sup>32</sup>, même en comptant les « compagnons de route », sans lien organisationnel avec un parti marxiste<sup>33</sup>.
- 24 4°) La Garde de Fer : il s'agit d'officiers nationalistes – certains étaient des transfuges du mouvement des officiers – qui exécutaient des assassinats politiques pour le compte du roi, dont ils partageaient les inimitiés wafdophobes et marxophobes. Ces officiers, dont certains étaient au service du roi depuis 1945<sup>34</sup>, se dispersèrent au début 1952 : la conjonction de la défaite du roi aux élections du Club des officiers, de l'incendie du Caire et de la montée en puissance des Officiers libres semble les avoir incités à la prudence ou à la duplicité. Certains se retirèrent, d'autres rejoignirent le mouvement des Officiers libres (sans arrière-pensées) ; un autre enfin infiltra ce mouvement pour le compte du Palais, mais fut assez sage pour ne jamais dénoncer les Officiers libres et pour servir d'informateur aux deux camps. Sa carrière ultérieure, couronnée par l'accession à la magistrature suprême et par un Prix Nobel de la Paix, devait confirmer l'étendue de son talent.

Les Officiers libres (2) : relations avec les autres acteurs

- 25 Les Officiers libres furent en contacts réguliers avec les Frères musulmans, le parti marxiste HADETO, le haut commandement de l'armée et en contacts épisodiques – presque exclusivement au moment de la résistance anti-britannique dans le canal de Suez (fin 1951) et de l'incendie du Caire – avec la direction politique du Wafd<sup>35</sup>. Ils avaient des antennes au Palais<sup>36</sup>, dans certains organismes de sécurité (renseignements

militaires) et dans le monde de la presse<sup>37</sup>. Ils semblent n'avoir pas eu de contact avec les partis d'Ahmad Husayn et de Fathî Radwân, ce qui est surprenant vu la proximité idéologique entre ces partis et la direction du mouvement et vu la collaboration ultérieure, « post-coup », avec Fathî Radwân, mais qui peut s'expliquer de plusieurs manières, le manque de fiabilité d'Ahmad Husayn et le peu d'importance stratégique des deux mouvements par exemple. Nous ne pouvons pas, encore une fois, dessiner un tableau, même sommaire, dans ce cadre. Nous nous contenterons d'éclaircir quelques points : celui des rôles respectifs des Frères musulmans, de HADETO et du haut-commandement de l'armée.

26 L'affirmation selon laquelle les Officiers libres n'étaient que le bras armé des Frères, qui les trahit ensuite, est un mensonge grossier. La version faisant état d'un accord entre Officiers et Frères, violé allègrement ensuite par les premiers (généralement, ceux qui soutiennent la première proposition affirment également la seconde, sans noter la contradiction entre les deux) a un fond ténu de vérité. Signalons que notre récit s'appuie surtout sur les témoignages des acteurs « Frères »<sup>38</sup>. On l'a dit, Nâsir, suivi par des dizaines d'officiers, quitte les Frères en 1949. En septembre, le divorce est consommé, même si l'on est soucieux d'éviter la brouille. Les relations personnelles entre divers officiers ou entre officiers et cadres « Frères » restent chaleureuses et les deux formations coopèrent sur quelques dossiers (la résistance dans la région du Canal), échangent des informations (Hasan al-*Ishmâwî* apprend à Nâsir que les Britanniques ont demandé aux Frères d'assassiner Fârûq), etc. Après l'incendie du Caire, fin janvier ou début février, un accord est négocié entre officiers et quelques cadres frères – Salâh Shâdî, Hasan al-*Ishmâwî*, Farîd *ʿAbd al-Khâliq*. Les Frères s'engagent à appuyer au moment décisif un coup d'État des Officiers libres. Et, aussi surprenant que cela puisse sembler, ils acceptent l'argument de Nâsir, selon lequel il faut ajourner *sine die* l'application de la *sharî'a* pour ne pas s'attirer l'hostilité des grandes puissances, des communautés étrangères et de la minorité copte. Trois explications sont possibles : l'inexpérience des négociateurs « Frères », leur mauvaise foi ou, tout simplement, le fait qu'ils aient fait partie d'un courant au sein de la formation intégriste préconisant un accord avec les nationalistes et partageant leur diagnostic en ce qui concerne les priorités du moment : la libération nationale. Cette dernière version semble la plus plausible, mais nous n'avons aucun support documentaire pour l'étayer. Quoi qu'il en soit, le 18 juillet, Nâsir demande l'exécution de l'accord. Ses contacts au sein des Frères réclament le lendemain ou le surlendemain l'autorisation et le feu vert du Guide Suprême al-Hudaybî (qui est à Alexandrie, ce qui explique la lenteur). Selon les versions à notre disposition, al-Hudaybî découvre à ce moment<sup>39</sup> l'existence de cet accord et le flou total en ce qui concerne les obligations des officiers ou les bénéficiaires Frères. Il exige un engagement plus précis des Officiers en faveur de l'application de la *sharî'a*. Nâsir, qui a le couteau sur la gorge – le mouvement semble avoir été découvert et il se livre à une course de vitesse avec le Palais – s'estime contraint d'accepter, probablement avec la ferme intention, sinon de faire payer aux Frères ce qu'il perçoit comme un chantage exploitant la précarité de sa situation, du moins de ne pas se sentir « tenu » par ce dernier accord.

27 Il importe de signaler également que, selon une source, Nâsir négocia, en parallèle, avec *ʿAbd al-Rahmân al-Sinâdî*<sup>40</sup>, chef de l'organisme clandestin, dont l'hostilité envers Hudaybi était un secret de polichinelle, et qu'il veilla fermement à ce que *ʿAbd al-Mun'im* *ʿAbd al-Ra'ûf* et Abû al-Makârim *ʿAbd al-Hayy* (les chefs de file des Officiers

Frères) soient tenus à l'écart des tractations. Pour conclure, indiquons que les Frères exécutèrent l'accord, s'abstinrent de toute provocation, prirent position à des points stratégiques, encore que quelques sources m'aient indiqué qu'ils ne se lancèrent dans l'action qu'en début d'après-midi, le 23 juillet, c'est-à-dire trop tard pour réellement peser, après les premiers succès du mouvement et l'accueil favorable de la population, mais je n'ai pas réussi à vérifier ce point.

- 28 Il convient également de réévaluer les rapports entre le mouvement et les communistes, loin de toutes les légendes propagées par ces derniers. La coopération entre HADETO et les Officiers libres fut plus constante et, en un sens, plus étroite que celle instaurée entre Officiers et Frères. Ceci ne s'explique pas par des affinités électives, mais par le fait que les communistes étaient trop faibles pour constituer un concurrent sérieux, un « danger ». L'utilisation des communistes par les Officiers préfigure leur statut dans l'État nassérien : on leur confia (à un moment donné et non dès le début) la rédaction des tracts et leur distribution. Bref, on les confina dans les activités « culturelles », dévaluées dans ce contexte. Mais ce statut, dévalué ou non, leur donnait des ressources et il était nécessaire de surveiller leur utilisation. En clair, il fallait éviter une gauchisation et les dérapages : les communistes tentèrent de préciser, en le radicalisant, le programme social des Officiers libres, d'une part, et de convertir les Officiers libres à l'anti-américanisme, d'autre part. Nâsir, à juste titre, s'opposait aux deux entreprises : le mouvement des Officiers, supra-partisan, fonctionnait comme une coalition et il fallait éviter les sujets de dissension. D'autre part, il n'était pas nécessaire d'être grand stratège ou fin géopolitique pour constater que le mouvement et l'Égypte ne pouvaient perdre inutilement l'appui des États-Unis, nécessaire pour obtenir un retrait britannique. Une connaissance, même sommaire, de l'état de l'opinion égyptienne, permettait de savoir que les États-Unis bénéficiaient à l'époque d'un important capital de sympathie et que l'amalgame entre le colonialisme britannique, réalité vécue, et l'impérialisme américain, abstraction lointaine, ne « passait » pas du tout et, plus grave, était trop connoté « communiste ». Ce point établi, il convient de concéder que les marxistes étaient des partenaires de discussion passionnants, de fins critiques, et que leurs grilles d'analyse permettaient aux Officiers de théoriser leurs intuitions en matière d'inégalités et de justice sociales, au besoin contre lesdites grilles. En d'autres termes, les Officiers n'étaient pas marxistes, étaient anti-communistes, mais le marxisme constituait un des pôles de référence de leur réflexion.
- 29 À un niveau organisationnel, il convient de distinguer plusieurs types de trajectoires et de rapports : d'une part, des officiers communistes collaborèrent, sur instruction de la direction du Parti, avec le mouvement, sans y adhérer. D'autre part, d'autres officiers communistes furent chargés par cette direction d'infiltrer le mouvement, d'y adhérer donc sans être formellement identifiés comme marxistes. Nâsir se doutait de l'existence de ces deux premiers groupes, mais ne connaissaient pas leurs membres (à quelques exceptions près). Une troisième trajectoire, plus rare, est celle de l'Officier libre qui se convertit au marxisme après avoir adhéré à l'organisation de Nâsir, et qui transféra donc son allégeance. Les individualités les plus intéressantes (dans l'absolu et pour notre propos) sont les compagnons de route : les marxistes n'adhérant pas à une formation communiste et faisant partie du mouvement des Officiers libres. On ne peut parler d'un groupe, puisqu'ils ne coordonnèrent jamais leurs stratégies. Deux d'entre eux accédèrent à l'instance suprême du mouvement Khâlid Muhyî al-Dîn (en 1949) et Yûsuf Mansûr Siddîq (en 1952). Tous deux ont d'abord adhéré à une formation marxiste pour (apparemment) la quitter ensuite, Khâlid, parce qu'il n'approuvait pas les prises

de positions communistes sur la question palestinienne, et Siddîq, parce que son analyse de la situation égyptienne divergeait de la leur. En effet, le Parti estimait qu'il fallait préparer une révolution populaire et lui pensait que c'était une tâche impossible, que seule l'armée pourrait renverser le régime.

- 30 Mais les relations de ces deux officiers (ou celles de ʿUthmân Fawzî) avec leurs pairs ou avec HADETO furent fluctuantes et ne peuvent être « réifiées » en une phrase : d'une part, ils n'avertirent pas le Parti de l'imminence d'un coup d'État ; d'autre part, l'impression prévaut qu'au sein de la direction des Officiers libres, ils défendaient les vues du Parti dont ils étaient le fer de lance. Enfin, Muhyî al-Dîn connaissait l'identité des officiers communistes et refusa d'éclairer Nâsir sur ce point (alors qu'il donnait volontiers des renseignements à HADETO) et Siddîq n'avertit jamais Nâsir de ses accointances communistes (celui-ci les découvrit par hasard en septembre 1952). En d'autres termes, ils collaborèrent étroitement avec HADETO et le seul point (mais fort important) qui permet de les croire quand ils affirment avoir été indépendants du Parti (contrairement à ce que prétend par exemple Hamrûsh) est le fait qu'ils omirent d'avertir le Parti de l'imminence du coup d'État. Notons enfin que, malgré le nombre de versions affirmant le contraire, nous estimons que Nâsir ne fit probablement jamais partie de HADETO. Outre la difficulté de déterminer une date d'adhésion plausible, c'est-à-dire compatible avec ce que l'on sait, les multiples versions contradictoires semblent avoir une source commune, peu fiable, Ahmad Fu'âd, membre de HADETO, qui s'occupait des sections du Parti dans l'armée et qui était très soucieux de « gonfler » les chiffres de ses recrues. De nombreux acteurs partagent notre diagnostic.
- 31 Il convient de conclure en mentionnant brièvement un point délicat. La plupart de nos sources orales pensent, et leur interprétation semble très plausible, que HADETO, contrairement à la légende propagée par les marxistes, décida de ne pas participer au coup d'État. Ils se fondent sur le comportement de Hamrûsh (dont le courage personnel n'est jamais mis en doute) lors de la semaine précédant le coup d'État et lors de la nuit fatidique. Par exemple, l'on sait qu'il fut chargé par Nâsir, qu'il rencontra au Caire le 22 juillet en milieu d'après-midi, de transmettre les instructions de la direction aux Officiers libres d'Alexandrie et qu'après moult consultations avec les cadres du Parti, il rata le dernier train. Il n'apparut à Alexandrie au plus tôt que l'après-midi du 23 juillet. Une abstention de HADETO semble d'ailleurs une décision rationnelle : les marxistes étaient hostiles à l'idée d'un coup d'État militaire et ils n'avaient pas assez de recrues au sein de l'armée pour les risquer sur un très gros coup de dé, dont les chances de succès semblaient minimales. Quoi qu'il en soit (et nous pensons que nos sources ont raison), l'important est de voir que Nâsir ne crut jamais que l'épisode du train raté par Hamrûsh était dû au hasard et ceci explique la violence de sa réaction quand HADETO tenta de « récupérer » le mouvement et de le « compromettre » en multipliant les initiatives intempestives.
- 32 Le plus surprenant, dans ma recherche, a été la découverte de l'étendue et de la complexité des liens qui unirent les officiers supérieurs aux Officiers libres. La fin des années trente et la plus grande partie des années quarante ont été le théâtre de frictions entre les jeunes officiers, mieux formés que leurs supérieurs, et ces derniers. Mais la défaite de la guerre de Palestine semble avoir, sinon réconcilié les deux parties, du moins relégué cette « fracture » au second plan, le corps des officiers ayant des reproches unanimes à faire au roi. La campagne électorale et les élections du conseil d'administration du Club des Officiers ne furent pas un simple affrontement Officiers

libres-Roi, se soldant par la victoire des premiers, mais également un bras de fer entre le roi et un corps d'officiers emmené par le haut-commandement, entre le roi « et l'ensemble de l'armée », comme me l'expliqua un Officier libre. La candidature du général Nagîb avait l'appui de son frère, Alî Nagîb, qui commandait la garnison du Caire, de Haydar pacha, le commandant en chef de l'armée, d'Ahmad Fu'âd Sâdiq, qui commanda la campagne égyptienne en Palestine, de Muhammad Kâmil al-Rahmâni, numéro deux de l'infanterie, et de Hasan Hishmat, commandant en chef de la cavalerie, etc. Plus généralement, au moins Haydar pacha et Ahmad Fu'âd Sâdiq étaient en contacts réguliers avec le commandement du mouvement, connaissaient l'identité de ses dirigeants, ne la « dévoilèrent » jamais, transmettaient informations et conseils, en sachant ce qu'ils faisaient<sup>41</sup>. Haydar protégea le mouvement, refusant toujours d'adopter une politique de répression à son égard. Il est difficile de reconstituer avec précision ses mobiles, mais plusieurs facteurs semblent avoir joué : valeurs partagées avec le mouvement (le nationalisme sincère et la « soif » de modernisation), exaspération vis-à-vis de la politique du roi, tentative d'instrumentalisation du mouvement en vue de l'exercice de pressions, crainte, en adoptant une politique répressive, d'entraîner des réflexes de solidarité du corps des officiers, dans l'ensemble de plus en plus hostile à Fârûq, ou enfin résignation et fatalisme provenant d'un diagnostic très pessimiste sur les chances de survie d'une monarchie aveugle dans un environnement de plus en plus hostile. Toutes les relations et souvenirs des Officiers libres évoquent l'exemple de tel ou tel officier supérieur qui devina l'affiliation de tel ou tel officier au mouvement et ne le dénonça pas, voire l'aida ponctuellement, mais activement. Même Sa'd Sabbûr, excellent officier, mais une des « têtes de turc » régulières des tracts du mouvement (ses fonctions l'amenaient à avoir des contacts fréquents avec les Britanniques), collabora activement avec le mouvement au moment de la résistance dans la zone du Canal (dernier trimestre de 1951), livrant armes et munitions. L'Officier libre (Ukâsha, par exemple) qui parle avec emphase et lyrisme d'une « solidarité et d'une complicité de tous les instants » entre membres du mouvement et autres officiers exagère, mais n'affabule pas.

- 33 Enfin, quelques mots s'imposent pour évoquer la question de l'éventuelle relation du mouvement avec la CIA. En l'état actuel (et probablement définitif) de la documentation, il semble possible d'affirmer ce qui suit : le mouvement ne fut ni fondé ni financé par la CIA. Au plus tard à partir de janvier 1952 (élection du Club des Officiers et incendie du Caire), les analystes de la centrale américaine suivirent avec attention l'évolution du mouvement et tentèrent d'entrer en contact avec lui ; parce qu'ils perdirent toute illusion sur Fârûq et sur sa volonté ou sa capacité à engager les réformes sociales jugées nécessaires par les capitales occidentales pour désamorcer la bombe à retardement, dans les villes et campagnes égyptiennes, du triangle « maladie, misère, ignorance ». La direction du mouvement, ayant à l'esprit le précédent catastrophique de Urâbî pacha, avait intérêt à entrer en contact avec des puissances étrangères pour s'assurer du fait qu'un renversement du roi n'entraînerait pas une intervention militaire britannique. Un contact fut donc établi entre (au moins) des émissaires du mouvement et des membres de la CIA. Le plus probable est que le mouvement expliqua qu'il n'était ni islamiste ni communiste et il est certain qu'il apprit (par ce « canal » et par celui des consultations entre Frères et Britanniques, à l'initiative semble-t-il de ces derniers<sup>42</sup>) que les puissances occidentales ne s'opposeraient pas au remplacement de Fârûq par des militaires modernisateurs.

Les Officiers libres (3), entre idéologie et amitié

- 34 Il est utile de prendre position par rapport à un des lieux communs relatifs au mouvement, à savoir que ce dernier n'avait pas d'idéologie. Sans être entièrement infondé, ce lieu commun, d'origine marxiste mais intériorisé par certains Officiers, est généralement utilisé pour dénoncer soit l'opportunisme des Officiers libres, soit leur machiavélisme, soit leur ignorance, soit leur imbécillité. Il convient d'abord, en un premier temps, de rappeler les évidences ignorées par les intelligents qui taxent les Officiers d'imbécillité : d'abord, le refus des idéologies est une idéologie ; ensuite, le mouvement avait un caractère supra-partisan et toute construction de consensus passe par des non-dits, des flous, des silences ; enfin, si les Officiers proviennent d'horizons partisans diversifiés, la direction se situe fermement dans le camp des nationalistes musulmans « wafdophobes » et l'ensemble du mouvement est très critique vis-à-vis de la vie politique égyptienne, des choix tactiques des divers acteurs, et à juste titre. Tous sont désireux de bouleverser les structures sociales rurales et de mettre un terme à l'occupation britannique.
- 35 Mais il faut aller plus loin. L'amitié (et non l'idéologie) fut le principe de cohésion du groupe, le corollaire paradoxal, mais nécessaire, du caractère supra-partisan de l'organisation. Sur ce point, tous les acteurs sont d'accord. Par exemple, Zakariyya Muhyî al-Dîn, recruté très tôt, mais qui ne rejoignit les rangs de la direction qu'après la prise du pouvoir, a très fortement insisté, à juste titre, sur la centralité et l'importance fonctionnelle de l'amitié, *al sadâqâ*. La camaraderie (*al zamâla*), terme utilisé par al-Bughdâdî, rend probablement mieux compte de la réalité effective, mais non du devoir-être principal. Importance fonctionnelle de l'amitié, car ciment de la cohésion et de l'unité du groupe, garant des relations au sein du mouvement en général et de la direction en particulier. Importance d'autant plus grande, tant dans les perceptions des acteurs que dans la pratique, que le mouvement n'est pas fondé sur une idéologie « contraignante » (dogmatique), comme le marxisme ou l'islamisme d'al-Bannâ (deux exemples retenus par les acteurs), supposée, selon les acteurs, être le paramètre distinguant, d'une part, l'instinct patriotique, la fidélité à la norme ontologique<sup>43</sup>, aux valeurs centrales, et, de l'autre, la pensée articulée, la « vision claire », la « vraie » ou « fausse » « conscience ». Idéologie contraignante, supposée accomplir de multiples fonctions : elle est d'abord le paradigme, le guide, le cadre conceptuel permettant de déterminer le vrai du faux en toutes choses, elle est supposée permettre ensuite de circonscrire sévèrement la discussion et les palabres, synonyme de divisions et d'inaction. Cadre conceptuel, donc, mais aussi garant (ou marque infamante révélatrice, selon les discours) du « professionnalisme politique » (ou politicien) et, enfin, ciment du groupe y adhérant.
- 36 Au contraire, le mouvement des Officiers libres ne postule qu'une communauté d'objectifs patriotiques, perçus (par les Officiers libres eux-mêmes, j'insiste sur ce point) comme « naïfs », car non politiques, et relevant, au contraire, de l'essence, de l'ontologie, de l'instinct ; des profondeurs de l'*homo egyptiannicus* (ou *islamicus*). Dans les discours de nos acteurs, tous ces derniers termes sont souvent opposés à la « conscience politique », état ou condition de la « minorité agissante » dans les formations politiques idéologiques, sectaires ou dogmatiques (*‘aqâ'idî, madhhabî*) vis-à-vis desquelles les Officiers libres éprouvent à la fois admiration et répulsion, mais dont ils jugent avec sévérité la non-conformité avec la norme ontologique<sup>44</sup>. Objectifs patriotiques, moins contraignants qu'une doctrine, car n'étant que des « objectifs » (ou un instinct et une norme, une norme instinctive<sup>45</sup>) et non une pensée ou un discours

total. Objectifs brassant plus large, car perçus comme une lecture commune (à tous les Égyptiens, car elle exprime leur nature) des impératifs patriotiques, transcendant toutes les affiliations partisans, et, de ce fait, logiquement mais paradoxalement insuffisants pour fonder une organisation pouvant mener une action collective efficace. L'adhésion à ces objectifs confère au mouvement une indéniable représentativité, mais ne lui fournit pas les grilles intellectuelles guidant l'action ou les moyens de subsister en tant que groupe cohérent. Les partis idéologiques trouvent lesdits moyens dans leur idéologie, dans leur programme, mais ce qu'ils gagnent en efficacité, ils le perdent en représentativité. Les Officiers libres pensent (confusément, mais très réellement) tourner la difficulté grâce à l'amitié et le « vivre ensemble » qui les lient. Ils soudent le groupe, garantissent l'implication affective de chacun et, enfin, rendent possible une discussion aboutissant rapidement à une décision rationnelle, malgré l'absence de grilles. Ou, à défaut, rendant possible l'exécution rapide de la décision d'un seul. En d'autres termes, le caractère supra-partisan du mouvement, pour ne pas être superficiel, mais aussi pour être viable et durable, pour résister aux déchirures inévitables, dues aux conflits d'intérêts, aux vues différentes sur le possible (tout le monde est d'accord, ou plutôt pense l'être, sur le souhaitable), le maintien du caractère supra-partisan, disions-nous, requiert un contexte où la confiance absolue est possible : un petit groupe. L'amitié est le « médium » qui permet de dépasser les divisions pour parvenir à l'« essence » de chacun et du politique, à l'essentiel, au public, en dépassant les querelles privées et en instaurant la confiance. Que la réalité ait souvent été autre (les querelles intestines et les inimitiés existaient, comme partout ailleurs) et que l'amitié ait mal résisté à l'exercice du pouvoir<sup>46</sup> nuance mais ne modifie pas notre diagnostic.

- 37 Nous touchons-là l'ambiguïté centrale du mouvement et du régime qu'il créa. Les essayistes et autres scientifiques égyptiens qui ont étudié ceux-ci (ou ses *leaders*) sont généralement (l'exception étant les marxistes, pour qui le terme « petit-bourgeois » fournit et structure la grille interprétative) partagés en deux camps. D'une part, ceux qui, séduits par leur patriotisme intense, par leur grand désintéressement<sup>47</sup>, par le grandiose effort qui fût le leur<sup>48</sup>, par leur bataille, de tous les instants et désespérée, pour la dignité des opprimés, pour la modernisation d'une société archaïque, les considèrent comme une noble représentation du mouvement national égyptien, comme une magnifique incarnation de ses aspirations, comme sa « finest hour », ayant légitimement repris le flambeau, suite à l'usure du Wafd. D'autre part, ceux qui, hantés souvent par le souvenir d'expériences traumatisantes d'une ère quelquefois qualifiée de totalitaire, mais qui est toujours perçue comme (et qui, dans une très large mesure, fût) celle d'une discrimination entre militaires (et surtout Officiers libres) et civils, les seconds ne pouvant être que des citoyens de seconde zone ou des mineurs en tutelle, ceux, donc, qui ne voient dans les Officiers libres qu'un *gang* (je préférerais secte, mais le terme récurrent est *'isâba*), dont les membres prennent les décisions seuls, ne discutent sérieusement qu'entre eux, sont au-dessus des lois, ne tolèrent d'initiative que de leurs pairs, etc. Il est facile et tentant de montrer que les choses sont plus complexes et plus subtiles. Nous préférons insister sur le fait que le mouvement des Officiers libres fut à la fois ceci et cela, avant-garde de la nation unie et une, mais également *gang* de camarades, représentant admirable du pays, heureuse alchimie de ses tendances et courants, mais aussi secte mystérieuse et fermée de copains et d'amis, et sur le fait que ces deux aspects sont indissolublement liés, que le mouvement n'aurait pu être l'un sans être l'autre.

Sous quelques mythes, une belle histoire

- 38 Ce développement, sorte de *round-up*, est consacré à quelques questions générales, qui n'ont quelquefois en commun que la nature et l'objectif de notre effort, la démythification, la restitution de la complexité d'un réel, et la nouveauté des réponses que nous tentons d'apporter. La geste et les performances du mouvement ont été l'objet de nombreuses évaluations, de divers jugements de valeur. Elles sont trop souvent systématiquement valorisées ou dénigrées. Il est intéressant de relever que la dévalorisation du mouvement n'est pas l'apanage des adversaires du régime issu de la révolution, mais également le fruit d'une stratégie discursive adoptée par certains Officiers libres, qui mettent en exergue la chance dont bénéficia le mouvement et exagèrent sa faiblesse pour mieux souligner son «*élection divine*», le rôle décisif de la Providence dans son succès. L'historien a de la peine à se dépêtrer des pièges tendus par les narrations, qui sont sa principale source en l'absence de documents officiels. En sens contraire, il y a une dispute et une controverse constantes pour discuter des mérites des uns et des autres, notamment en ce qui concerne le grand soir. Outre l'intérêt intrinsèque de cette question, elle est d'une importance cruciale pour l'intelligence des premières années du régime, puisque le hiatus entre mérite et récompense sera l'un des moteurs, ou l'un des prétextes, des conflits au sein de l'armée. Autre écueil, bien connu, mais dont la dénonciation relève quelquefois de la clause de style : quand on écrit une histoire, on en connaît la fin et on a tendance à occulter ou à oublier ce qui ne l'annonce pas. L'histoire du mouvement est à juste titre (d)écrite comme celle d'une montée en puissance. À juste titre, parce que les effectifs du mouvement ne cessèrent d'augmenter. Après les élections de janvier 1952, au Club des Officiers, le mouvement pouvait même prétendre être un, voire *le* porte-parole du corps des officiers. Mais ceci occulte le problème des défections (de membres adhérant au mouvement puis le quittant quelque temps après). Ce problème n'est traité dans les témoignages que d'une manière allusive, mais les références sont trop fréquentes pour être ignorées. S'il est impossible de chiffrer le phénomène, il semble à certains moments (fin 1951 par exemple) avoir été important. Outre les multiples désaccords recensés, possibles et imaginables, le principal problème auquel fut confronté le mouvement et qui explique tant les défections que certaines décisions autrement incompréhensibles, s'énonce ainsi : des membres adhèrent au mouvement et prennent, par cette décision, des risques considérables. Et on leur demande, en échange, de se tenir cois, de ne rien faire, sauf organiser des réunions et recruter d'autres membres. Quand il s'agit de passer à l'action «*concrète*», il est presque toujours trop tôt. Beaucoup d'officiers ont estimé qu'on leur faisait prendre beaucoup trop de risques pour pas grand-chose. De cet état d'esprit naîtra une «*obligation d'action*», voire de «*résultats*», qui explique plusieurs décisions *a priori* incompatibles avec les exigences de l'action clandestine (la rédaction de tracts, la participation à des élections), ainsi que ce qui constitue la plus grosse gaffe du mouvement : la tentative d'assassinat de «*l'homme du Roi*» au sein de l'armée, Husayn Sirri 'Amir en janvier 1952, qui aurait pu lui coûter cher, si par exemple le roi avait identifié correctement les commanditaires : on sait qu'il tenta de faire assassiner ceux qu'il prit pour les coupables. Cette tentative semble également expliquer en grande partie la brouille entre l'officier supérieur Rashâd Mihanna et Nâsir.
- 39 Un point comique est l'insistance générale à diminuer le nombre d'Officiers libres. On est allé jusqu'à affirmer qu'ils n'étaient que soixante-dix ou quatre-vingts. On affirme que, si les listes officielles sont plus «*étoffées*», c'est dû au piston, au désir de faire

participer un grand nombre de copains à la manne que constituent les avantages accordés aux membres du mouvement. Encore une fois, plusieurs Officiers libres sont à l'origine de cette blague. Moins on est nombreux, plus on est méritant. L'on ne connaît pas et l'on ne connaîtra pas le nombre exact d'Officiers libres. Mais ils étaient au minimum deux cent soixante-dix (sans compter les douze membres de la junte) et peut-être même trois cent cinquante ou trois cent soixante. Nous pensons que cette estimation haute est plus proche de la vérité que l'estimation basse. Les diverses listes officielles ou officieuses oublient plusieurs officiers : Amin Shâkir, Gamâl Mansûr, Mustafa Nusayr, Kafâfî, Sa'd ʿAbd al-Hâfiz, qui firent partie du mouvement, mais qui ne participèrent pas au coup d'État pour des raisons indépendantes de leur volonté. Plus généralement, divers problèmes se posent : de nombreux officiers servirent loyalement le mouvement mais prirent peur le soir du coup d'État. Faut-il les comptabiliser ? La réponse a généralement été négative et nous ne sommes pas sûr que cela soit toujours à juste titre. Dans le cas inverse, des officiers participant au coup d'État sans avoir auparavant été membres de l'organisation, la réponse a généralement été affirmative, mais quelques cas litigieux subsistent. D'autre part, l'évaluation de la performance des différentes armes ayant pris part aux opérations du grand soir et de celles des diverses individualités ont été l'objet de polémiques internes au mouvement. Malgré notre ignorance des choses militaires, il nous semble possible d'affirmer – dans ce cadre, très brièvement – quelques points. L'arme qui joua le rôle le moins important fut l'aviation. On n'eut pas besoin de ses services et elle ne réussit pas à atteindre tous ses objectifs. L'arme dont la performance dépassa toutes les attentes et dont le ratio efficacité/effectifs (si un tel ratio existe) fut le plus élevé est sans conteste possible la cavalerie (les blindés). Petit groupe (trente-deux officiers) surchargé de missions, il semble avoir réussi à les accomplir toutes. Ceci s'explique par l'exceptionnelle présence de son chef de file, Husayn al-Shâfî<sup>49</sup>, et probablement par la volonté des cavaliers de démontrer que cette arme « aristocratique » était aussi patriote et courageuse que les autres. Le groupe qui semble avoir fourni le plus grand nombre d'effectifs et de puissance de feu est l'artillerie, même si quelques ratés ont peut-être un peu terni sa performance. Et l'infanterie constitua la force de frappe principale.

40 Mentionnons deux évaluations différant fortement de la nôtre, provenant de deux Officiers libres : Hammâd – historien ayant eu accès à l'ensemble des documents de la très officielle « commission pour la rédaction de l'histoire » qui recueillit les témoignages des Officiers libres au cours des années soixante-dix – pense que l'artillerie et les blindés jouèrent un rôle crucial, contrairement à l'infanterie et l'aviation. Zakariyya Muhyî al-Dîn – qui prépara le plan des opérations et supervisa – affirme que l'infanterie joua le rôle le plus important et que les « forces d'artillerie, peu nombreuses, ne jouèrent qu'un rôle peu important ». En d'autres termes, notre diagnostic est proche de celui de Zakariyya, excepté qu'il lie le rôle mineur des artilleurs à la faiblesse de leurs effectifs, ce qui est une erreur, à moins que les officiers aient été en surnombre par rapport aux troupes. Le verdict de Hammâd semble être une attaque subtile contre Nâsir et ʿÂmir, qui provenaient de l'infanterie, et contre les aviateurs. Dans l'état actuel de la documentation, il paraît infondé et son argumentation ne nous parât pas convaincante. Il importe de relativiser ces jugements en rappelant notre impuissance face aux aléas du processus de construction de la mémoire. Par exemple, nous savons que le groupe dont les cafouillages sont le plus mentionnés – l'artillerie – fut celui qui connut les plus sévères dissensions internes dans les six mois qui suivirent le coup d'État. Il est donc permis de se demander si les

couacs ne sont pas mis en exergue du fait de l'éclatement ultérieur du groupe ou si, au contraire, ils expliquent partiellement cet éclatement. Si le dernier terme de l'alternative semble devoir être écarté, nous sommes incapable de nous prononcer sur le premier. Rien ne nous garantit en effet que les autres armes ne connurent pas d'autres couacs, objectivement aussi sérieux, mais dont l'importance est minimisée dans le travail de mémoire, parce que les membres du groupe ne s'entre-déchirèrent pas par la suite. Un fait est incontestable, et fort important pour la suite des événements : le soir du coup d'État, sept des neuf officiers qui étaient alors membres de l'instance suprême du mouvement ne jouèrent qu'un rôle très mineur, voire nul, dans les opérations militaires. Les aviateurs, on l'a dit, ne jouèrent qu'un rôle marginal.

- 41 Ni Nâsir, ni ʿÂmir, ni Salâh Sâlim, ni Sâdât ne « mirent en mouvement » des unités prenant part à la prise de contrôle du Caire. Kamâl al-Dîn Husayn était dans le même cas, mais prit au moins part aux opérations des artilleurs, se trouvant physiquement à leurs côtés. Seul Khâlid Muhyî al-Dîn « pesa » militairement. Les unités d'infanterie étaient commandées par Salâh Nasr et Yusûf Siddiq, l'artillerie par ʿAbd al-Munʿim Amîn (recrue de dernière minute palliant la défection de Muhammad Fawzî, futur ministre de la Défense de Nâsir), la cavalerie par Husayn al-Shâfî. Zakariyya Muhyî al-Dîn, qui avait préparé le plan des opérations, supervisa ces dernières. Il eut, entre autres, l'idée simple, mais géniale, d'organiser quelques « opérations conjointes » entre unités des diverses armes, dont le principal, voire l'unique objectif était de montrer aux officiers que le mouvement avait mobilisé plusieurs unités autres que la leur. Certes, l'effacement relatif du « comité fondateur » s'expliquait : Nâsir et Kamâl al-Dîn Husayn enseignaient à l'École de Guerre et n'étaient pas affectés à des unités, et les unités où servaient ʿÂmir et les frères Sâlim et ʿÂmir étaient stationnées au Sinaï. Mais ceci n'excusait pas tout (Sâdât choisit de se fabriquer un alibi en allant au cinéma et une polémique, non réglée aujourd'hui encore, oppose ceux qui affirment que Nâsir et ʿÂmir étaient en civil – sous-entendu : prêts à la fuite et au reniement – et ceux qui soutiennent les avoir vus en uniforme) et constituait en tout cas un argument de poids que n'hésitèrent pas à utiliser les Officiers s'estimant lésés dans le partage des compétences et attributions ou ceux pensant avoir acquis, en vertu des risques pris ce soir-là, un droit au « contrôle » des politiques de l'instance supérieure, ou encore ceux que la politique de constitution de clientèles menée par les chefs du nouveau régime irritaient. Beaucoup d'Officiers libres ne comprenaient pas que leur courage et mérites étaient peut-être supérieurs à leur savoir-faire politique et administratif. Ils pensaient – souvent à juste titre – que la « nécessité d'élargir les bases du régime » n'était qu'un prétexte commode pour éliminer « ceux qui savaient dire non » et ne voyaient pas que leur interventionnisme permanent, avec de surcroît la menace de mettre en mouvement des unités, était incompatible avec la cohésion et la discipline militaires. La querelle sur le hiatus entre mérite et rétribution explique en partie la fronde des artilleurs, d'octobre 1952 à janvier 1953. Mais ceci est une autre histoire.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Gershoni I. et Jankowski J. P., 1995, *Redefining the Egyptian Nation : 1936-1945*, Londres, Cambridge, University Press.
- Hossein M., 1971, *La lutte des classes en Égypte*, Paris, Maspero, 2<sup>e</sup> édition.
- Leca J., « La démocratisation dans le monde arabe : incertitude, vulnérabilité et légitimité », in Salame G., 1994, *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard.
- Mayer A., 1983, *La persistance de l'ancien régime : l'Europe de 1848 à la grande guerre*, Paris, Flammarion.
- Riad H., 1964, *L'Égypte nassérienne*, Paris, Éditions de Minuit.
- Seale P., 1965, *The struggle for Syria*, Oxford, Oxford University Press.
- Thâbit K., 1999, *Fârûq kama 'ariftuhu*, Le Caire, Dâr al-Shurûq.
- Tripp C., « Ali Mâhir and the politics of the Egyptian army », in Tripp C. (editor), 1993, *Contemporary Egypt through Egyptian Eyes : Essays in Honour of P. J. Vatikiotis*, Londres, Routledge.
- Vatikiotis P. J., 1978, *Nasser and his Generation*, Londres, Groom Helm.

## NOTES

1. Il existe une (ou des) école de chercheurs qui brandissent la spécificité de chaque société pour justifier leur chauvinisme (et/ou) leur inculture, leur paresse et leur ignorance (je parle en connaissance de cause, j'en ai fait partie). Ils ont néanmoins recours à une thèse crédible, ou l'étant quelquefois, s'interrogeant sérieusement sur la « transposabilité » des concepts et sur les dangers de la « décontextualisation », thèse soutenue, entre autres, par, ou attribuée à Anouar 'Abd al-Malek. Cette thèse s'alimente d'une irritation constante de voir des chercheurs « étrangers » prendre leurs fantasmes pour le moteur de l'histoire et, profitant inconsciemment ou non de la position centrale et dominante de leur pays, pour venir imposer des sornettes interprétatives. Je ne cherche pas à me prononcer sur les travaux et mérites des uns et des autres, mais un rappel est utile : les « étrangers » n'ont pas, très loin de là, le monopole des fantasmes et des sornettes interprétatives et on ne peut rejeter une méthode sans l'avoir testée. À vaincre sans péril, on triomphe sans gloire : on ne discute pas une thèse en adoptant pour « punching ball » ses versions les plus stupides.
2. « Ancien régime » est utilisé ici sans distinguer entre « anciens régimes » *stricto sensu* et autocratie à la russe.
3. Les principaux auteurs où je puise : François Furet pour la révolution française, mais aussi pour le communisme et le fascisme ; Martin Malia et Alain Besançon pour l'Union Soviétique ; Ernst Nolte et Zeev Sternhell pour le fascisme ; Arno Mayer (et Pipes) pour l'ancien régime. Pour l'Égypte, je m'appuie sur mes propres travaux et ceux de Barâwî, Hasan Riyâd et Mahmoud Hossein. Il est évident qu'un tel choix peut être critiquable. Pourquoi, par exemple, ignorer le livre de Barrington Moore ou les travaux de Theda Sockpol ?

4. Dans cette section, ma dette envers le petit livre de Malia, *Comprendre la révolution soviétique*, est énorme.
5. On constatera que j'ai soigneusement évité de parler de féodalité, terme qui n'est plus approprié au XIX<sup>e</sup> siècle.
6. En fait, cet « impératif » n'est pas posé par Malia, mais par moi. Je ne trahis toutefois pas la démonstration du grand soviétologue, qui étudie la politique des élites allemandes alors qu'elles sont confrontées à ce soulèvement.
7. Bien sûr, ces « recettes » supposent un souverain ou des élites au jugement sûr, et sont plus faciles à donner avec le bénéfice du recul.
8. Dans une note de lecture publiée dans le même volume, je reproche à al-Barâwî de ne pas avoir restitué la complexité d'une évolution ambiguë. S'il n'a pas mené à bien cette entreprise en deux centaines de pages, ce n'est pas moi qui la bouclerai en quelques paragraphes.
9. Je sais que Mahmoud Hossein a soutenu que l'Égypte n'est plus, à l'époque, une société féodale, sans être encore devenue une société capitaliste, et qu'elle est en période de « transition bloquée », les classes dominantes et l'occupant britannique n'ayant pas intérêt à instaurer un système de production capitaliste. Cf. Hossein (1971, p. 25 et suivantes). Je ne souhaite pas discuter en détail ce diagnostic ou celui des autres analyses marxistes ; je pense toutefois que, par-delà leurs divergences ou leur degré de pertinence respective, ils confirment mon utilisation du qualificatif « ancien régime ».
10. Cf. par exemple Hasan (1964)
11. Ici, nous suivons Mayer (1983, p. 84 et suivantes).
12. Outre les tensions entre « turco-circassiens » et « égyptiens de souche », peut-être surestimées par les acteurs et par les historiens, il faut rappeler que le soutien des libéraux-constitutionnels (le parti des grands propriétaires) à la monarchie fut souvent conditionnel et rarement acquis.
13. On pourrait ajouter que les origines ethniques sont *perçues* par certains comme étant différentes.
14. Le rôle de ce dernier a été étudié par Charles Tripp. Cf., par exemple, Tripp (1993, p. 45 et suivantes). J'approuve le diagnostic en ce qui concerne le grand dessein de Mâhir, mais non le principe ou les détails de la description des rapports entre ce dernier et les mouvements clandestins au sein de l'armée.
15. Même si un de ses conseillers, Karîm Thâbit, raille dans ses mémoires sa méconnaissance de la grammaire arabe. Cf. Thâbit (1999, p. 165-166)
16. Plusieurs axes de la politique arabe nassérienne – notamment l'opposition aux ambitions régionales de l'Irak – sont mis en place par Fârûq. Voir l'excellent ouvrage de Patrick Seale (1965).
17. Au sens que Jean Leca donne à ce terme. Cf. Leca (1994, p. 36)
18. Pour employer un terme ayant l'avantage d'être plus axiologiquement neutre que « fasciste » et qui semble s'appliquer très bien au fascisme, au nazisme et aux Frères musulmans.
19. C'est le titre d'un ouvrage important de Gershoni et de Jankowski (1995).
20. Je sais que Makram 'Ubayd, longtemps numéro deux du Wafd, multiplie les professions de foi arabistes et que le Wafd infléchit progressivement sa politique, tenant compte de l'évolution de l'opinion. Mais dans les registres arabiste et de solidarité islamique, le roi est supérieur.
21. Quand on demandait à Nâsir quel homme l'avait le plus marqué, s'il avait un maître spirituel, il répondait : 'Azîz al-Masrî (le vieux militant nationaliste arabe, qui fut chef

d'état-major de l'armée égyptienne à la fin des années trente, et dont les Britanniques obtinrent le renvoi en 1940, le soupçonnant – à juste titre – de sympathies pro-allemandes). Ce dernier avait également été un des précepteurs de Fârûq. On sait qu'il garda un mauvais souvenir de cette expérience et qu'il pensait en 1942 beaucoup de mal du caractère de Fârûq. Mais rien ne prouve que cette opinion était déjà la sienne en 1939 et il devint chef d'état-major des armées après avoir été le précepteur du roi.

**22.** Les deux hommes peuvent être caractérisés comme des nationalistes musulmans tentant d'être au-dessus des partis et de construire une coalition rassemblant les différentes sensibilités autour d'un programme, tout en étant très violemment wafdophobes (le Wafd ayant la même prétention supra-partisane, mais se comportant de plus en plus, selon ses détracteurs, comme un vulgaire parti, c'est-à-dire comme un prisonnier d'intérêts privés occultant ce fait par une démagogie éhontée. Le diagnostic n'est pas infondé).

**23.** Il jouait au poker en trichant dans plusieurs casinos et boîtes de nuit. Il n'hésitait pas à harceler des femmes mariées ou accompagnées. En revanche, et contrairement à la rumeur, il ne buvait pas d'alcool et n'avait que peu (ou pas) d'aventures féminines : il se contentait, dans les deux cas, de faire semblant – ce qui rend son comportement encore plus stupide.

**24.** Il commandita également plusieurs – au moins trois – tentatives d'assassinat de Mustafâ al-Nahhâs.

**25.** Je ne pense pas aux Officiers libres, mais aux Frères musulmans ou aux communistes. Je dois ajouter que cette dernière critique est peut-être injuste, en ce que la radicalisation de l'opinion égyptienne et l'usure consécutive du Wafd s'expliquent autant, voire davantage, par la présence de l'occupant que par la politique du roi. Mais celle-ci, comme d'ailleurs les âneries du duo Nahhâs-Sirâg al-Dîn, aggrava incontestablement le problème. Dans le même ordre d'idées, le ridicule et la mesquinerie des passes d'armes entre le Wafd et le Palais les discrédita tous deux.

**26.** Outre la flagornerie vis-à-vis des experts britanniques, le « vol » des entrepôts était une pratique courante.

**27.** Plus généralement, la politique et les hommes d'État égyptiens des deux cents dernières années ont toujours été confrontés à ce dilemme : la modernisation du pays passe par un transfert de savoirs et de technologies présupposant le consentement des États producteurs de ces biens, consentement qu'on ne peut obtenir qu'en faisant des concessions souvent très difficiles, voire impossibles à accepter pour un nationaliste, même modéré.

**28.** Pour résumer en quelques phrases un épisode mystérieux, complexe et toujours mal connu, je dirai ceci : le groupe des aviateurs était pro-allemand et entra en contact avec le commandement de l'Afrikakorps pour lui transmettre les plans relatifs aux installations britanniques en Égypte, pour qu'ils ne bombardent plus à l'aveugle les villes égyptiennes. On ne sait pas si l'échange se borna à cela (c'est la version que soutiennent les dirigeants du groupe des aviateurs), ni si ce « cadeau » était une opération « aviateurs » (comme l'affirment Bughdâdî et Abâza) ou une opération conjointe entre eux et le groupe de ʿAzîz al-Masrî (ce que laissent entendre Sâdât et Hasan Ibrâhîm). Mais, quoi qu'il en soit, Sâdât et ʿIzzat semblent être allés beaucoup plus loin dans la collaboration avec les nazis et l'opération au cours de laquelle ils furent arrêtés ne semble pas avoir obtenu l'aval de Bughdâdî et d'Abâza.

**29.** Les causes du conflit sont multiples et il est impossible de retracer son évolution dans ce contexte. Indiquons que les officiers, s'ils ne sont pas (tous et toujours) hostiles

au principe de l'assassinat des « traîtres » et des « collaborateurs » à la patrie, sont heurtés par la violence terroriste aveugle des Frères et par certains assassinats « indéfendables » (pour plus de précision, voir « Document », *infra*).

**30.** Je pense surtout à Gamâl Mansûr et à Muhsin ‘Abd al-Khâliq. Leur version, contrairement à celle de Sâdât et à celle (officieuse) des Frères (qu'il ne faut pas confondre avec celles des acteurs « Frères », de valeur inégale, mais généralement plus véridiques que celles des caciques de leur formation), est une représentation et non un mensonge, et c'est pour cela que j'ai choisi de la discuter dans ce cadre. Je distingue entre représentation et mensonge en me fondant sur le critère juridique de l'homme « moyen » : étant donné l'information dont ils disposent, Sâdât et les Frères ne peuvent croire en la véracité de leurs « analyses », sauf s'ils sont des imbéciles – insulte qu'ils ne méritent pas.

**31.** Le « comité fondateur » de la nouvelle organisation, dirigé par Nâsir, ne comprend aucun membre de l'organisation du mouvement des officiers. Ses cinq premiers membres sont, pour quatre d'entre eux, des transfuges « Frères », le cinquième étant un Frère qu'on a invité à siéger dans l'espoir de l'attirer loin de la maison-mère et qui a accepté la proposition dans l'espoir d'infiltrer la nouvelle organisation ou de ramener celle-ci dans le giron « Frère ». Quoi qu'il en soit, il sera exclu des « Officiers libres » quelques mois avant le coup d'État. Entretemps, le « comité fondateur » se sera élargi, toujours sans admettre en son sein un seul membre de l'ancienne organisation du « mouvement des officiers ».

**32.** L'historiographe communiste (contrairement aux us, je tairai son nom, par charité), qui ose affirmer que les cellules communistes étaient d'une importance sensiblement égale à celles des Officiers libres, compte soixante-quinze recrues communistes au sein de l'armée et quatre-vingts Officiers libres. C'est faire figurer, dans les rangs communistes, officiers et sous-officiers (et peut-être les « bidasses »?) et retenir l'estimation basse (trop basse : il faut en fait multiplier par deux) des Officiers libres qui participèrent au Caire aux opérations du 23 juillet et non celle des membres du mouvement.

**33.** Malgré la présence de « marxisants » au sein du mouvement des Officiers libres, HADETO (al-haraqâ al-dîmûqrâtiyya lî-l-taharrur al-watanî), principal mouvement marxiste, n'apprit l'existence de préparatifs pour un coup d'État que par l'intermédiaire de Hamrûsh, qui fut informé le 22 juillet par Nâsir. Or, plusieurs « marxistes » savaient et n'avisèrent pas : pour ne nommer que les plus importants, Khâlid Muhyî al-Dîn, Yusûf Mansûr Siddiq, ‘Uthmân Fawzî... ce qui permet de les croire quand ils affirment n'avoir pas, en règle générale, confondu convictions personnelles et affiliations organisationnelles.

**34.** Mais le nom « Garde de Fer » n'apparaît que beaucoup plus tard.

**35.** Mais ces contacts furent plus réguliers avec certains membres de la gauche wafdiste, la célèbre *talî'a wafdiyya*, et très réguliers avec Ahmad Abû al-Fath, éditorialiste et rédacteur en chef de l'organe wafdiste *al-Misrî*.

**36.** Grâce notamment aux contacts étroits de Sâdât, véritable agent double, avec Yûsuf et Nâhid Rashâd. Il semble également probable qu'ils furent briefés par les transfuges de la Garde de Fer qui rejoignirent le mouvement (Khâlid Fawzî, par exemple). Enfin, un officier qui ne quitta jamais la Garde de Fer – Sayyid Gâd – transmettait régulièrement des informations aux Officiers libres (en échange d'une « protection » si la monarchie tombait) et leur donna, au moins une fois, un conseil judicieux. Et c'est lui qui s'aperçut et signala au mouvement que des informations relatives à ce dernier parvenaient au

Palais et qu'il y avait donc une taupe au sein de l'organisation – Sâdât. Il faut ajouter, pour relativiser l'importance de notre propos, que Sâdât, s'il donna plusieurs informations au Palais, ne révéla jamais les noms des chefs de file du mouvement, alors qu'il aurait très bien pu le faire.

**37.** Outre Ahmad Abû al-Fath, il faut mentionner Hilmî Sallâm. Ceci pour les contacts réguliers.

**38.** Sur la brouille de 1949, outre les textes et versions orales des Officiers libres, nous avons utilisé les témoignages de ʿAbd al-Mun'im ʿAbd al-Ra'ûf, d'Ahmad ʿÂdil Kamâl et de al-Dimirdâsh al-'Uqâli. Sur les négociations de 1952, nous nous appuyons sur les minutes de la réunion Officiers libres – Cadres Frères, publiées par le journaliste Zuhayr Mardîmî (qui semble les avoir obtenue par un Frère) et sur les versions de Farîd ʿAbd al-Khâliq (dans le remarquable documentaire de Târiq Habîb), dont le témoignage est explicite, sur celui de Salâh Shâdi, qu'il faut lire entre les lignes : il ne reconnaît pas l'existence d'un « glissement » de février 1952 à juillet 1952, prétend que c'est le même accord qui est « exécuté », mais nous donne le contenu de l'accord de février et (quelques pages plus loin) celui de l'accord de juillet, en faisant semblant de ne pas noter que ce n'est plus le même.

**39.** Cette version me semble plausible, vu le désordre organisationnel des Frères de l'époque et vu le fait que l'accord était probablement oral, étant donné la nature de l'entreprise. Reste que Nâsir, méfiant de nature, dut croire à une volte-face du Guide, et il n'est pas absolument certain qu'il ait eu tort.

**40.** La source en question est al-'Uqâli. La confrontation de son témoignage avec ceux d'Ahmad ʿÂdil Kamâl et de ʿAbd al-Mun'im ʿAbd al-Ra'ûf est intéressante, et laisse penser que ʿAbd al-Ra'ûf, ayant appris (par Salâh Nasr) que quelque chose se tramait, alerta Sinâdî, qui faillit surprendre les négociations Shâdi-Nâsir. Ces deux derniers convinrent qu'il valait mieux le laisser à l'écart. Puis Nâsir changea d'avis. Al-Sinâdî, au cours des négociations, demanda la libération des prisonniers Frères (Nâsir l'accorda) et l'arrestation d'al-Hudaybî – que Nâsir refusa. Et un accord fut conclu.

**41.** Cette précision s'inscrit contre la version de Sâdât qui affirme que Salâh Sâlim, Officier libre, « faisait parler » Haydar et lui « soutirait » des informations. Haydar, comme d'ailleurs la plupart des officiers supérieurs, savait que Sâlim était un des dirigeants du mouvement et savait très bien ce qu'il faisait en lui « donnant des tuyaux ».

**42.** Hasan al-'Ishmâwî informa Nâsir de la teneur de ces consultations. Plus tard, le 18 juillet 1952, Nâsir demanda à ses interlocuteurs « Frères » s'ils pouvaient se « renseigner » discrètement auprès de l'ambassade britannique sur les intentions du gouvernement de Londres dans l'éventualité d'un coup d'État et ils lui répondirent qu'ils n'entraient pas en contact avec les ambassades étrangères. Deux explications possibles : soit al-'Ishmâwî fut vexé de voir Nâsir évoquer devant d'autres acteurs « Frères » l'existence possible de contacts avec l'ambassade britannique, contacts ignorés par lesdits acteurs, soit, ce qui nous semble plus probable, il avait stricto sensu raison, les contacts précédents ayant été pris à l'initiative du gouvernement de Londres et non des Frères.

**43.** Nous appelons ainsi le domaine du sacré, du métaphysique, des règles et devoirs sacrés et des interdits, domaine supposé commun à tous les membres de la collectivité nationale (ou religieuse) et sacré pour eux tous. Il est conforme à l'Ordre du monde tel qu'il doit être. Tous les membres de la collectivité nationale y croient parce que cette

foi est le corollaire de leur identité, parce qu'elle est un devoir entraîné par celle-ci, parce qu'elle l'institue et la constitue. Si vous êtes Égyptien, vous adhérez à cette norme

44. Par exemple, en simplifiant : les communistes sont des athées ; ils ne respectent pas la propriété et prennent leurs ordres à Moscou. Les Frères sont intolérants et tant leurs critères que leurs actions compromettent l'unité nationale, valeur nationale et islamique suprême (on pense aux Coptes, mais aussi aux musulmans patriotes et/ou professionnellement compétents et qui ne veulent pas conformer leur comportement aux exigences strictes de la morale religieuse telle que les Frères la définissent).

45. *Fitra* en arabe, catégorie très valorisée dans la culture égyptienne : l'islam, par exemple, est la religion de la *fitra* (la religion conforme à l'instinct).

46. Ce constat – quelquefois poignant et juste, mais qui dégénère trop souvent en incantation – est un thème récurrent dans les mémoires rédigés par les acteurs. Dans certains cas, il constitue même une des problématiques de la trame narrative. On trouve plusieurs modes de déclinaison : soit l'on attribuera cela à la perversité intrinsèque d'un (ou de plusieurs) acteur maléfique, cynique et manipulateur, généralement Nâsir, soit on démonisera « la politique », exercice maléfique ou l'on perd son âme, soit encore on insistera sur l'incompatibilité entre les principes de l'action politique et les exigences de l'amitié. Nous préférons laisser la parole à Salâh Nasr (dont les propos nous ont été rapportés par le fils d'un Officier libre, qui recueillit cette « confidence »). Approximativement, cela donne : « Nâsir était pour moi un ami et il n'a eu aucun respect pour cette amitié. Mais j'eus fait la même chose à sa place. La politique est une chose, l'amitié une autre. Si Nâsir avait agi différemment à mon égard, il eut été un imbécile. Mais s'il avait été un imbécile, je ne l'aurais pas suivi, et il n'aurait pas été mon ami ».

47. Diagnostic certainement exact pour la direction du mouvement (à une ou deux exceptions près) et pour une très nette majorité du mouvement.

48. Nâsir mourut à 52 ans, exténué et malheureux

49. Le plus sous-estimé des Officiers libres réussit, tout le monde est d'accord sur ce point, à se dépasser lui-même et à inciter ses hommes à en faire de même. Son fatalisme et sa foi, qui font sourire en « temps normal », furent très utiles ce soir là et rassurèrent. Militairement, sa performance fut impeccable. Comme nous le confia une de nos sources : « On attendait, comme star de cette nuit, Kamâl al-Dîn Husayn, dont le courage et l'audace étaient célèbres. Et non ! On eut celui qui passait, non pour un lâche, mais pour un homme craintif, dont la prudence était exaspérante, et qui ce soir-là, étonna tout le monde ».

## INDEX

**Mots-clés** : Officiers libres, révolution de 1952, Nasser (Gamal Abdel)

AUTEUR

TEWFIK ACLIMANDOS

Cedej